

Le village andalou

ou la mémoire exclue des Gitans à Bordeaux

PATRICE GODIER

À l'été 2000, les médias locaux et nationaux titraient sur un scandale sanitaire à Bordeaux, impliquant des cas de saturnisme¹ chez des enfants de la communauté gitane. Le village andalou émergeait ainsi avec fracas sur la scène publique en incarnant, au-delà de l'événement, la difficulté des politiques sociales à traiter des problèmes d'exclusion pour certaines populations marginalisées et stigmatisées.

À l'origine de l'affaire, un lotissement construit par la municipalité de Bordeaux pour loger au nord de la ville, à proximité du quartier populaire de Bacalan, 37 familles de Gitans sédentarisés originaires d'Espagne (d'où le nom de village andalou). L'objectif vise alors à intégrer de manière stable une population associée à la catégorie des gens du voyage – donc considérée comme traditionnellement nomade – en s'appuyant sur une politique publique de sédentarisation. Financé par la ville et la CUB, le village sort de terre en 1989 mais, dix ans seulement après sa construction, son démantèlement va s'imposer obligeant à évacuer plus de 300 personnes qu'il faudra reloger après maintes difficultés et oppositions dans l'agglomération. Le scandale sanitaire devenait de facto un scandale politique.

Une longue histoire de campement, de hameau et de village...

Pour mieux restituer l'histoire du village andalou dans le contexte bordelais, il faut d'abord reconstituer toutes les étapes du processus destiné à intégrer les Gitans à la société locale ayant précédé sa mise en place. Un processus qui commence par l'installation en 1964 à Bacalan près de la décharge (depuis le XVI^e siècle le quartier sert à entreposer les ordures ménagères de la ville de Bordeaux), d'une population gitane originaire d'Algérie. Venue à Bordeaux via Marseille, elle s'adonne

« Le village sort de terre en 1989 mais, dix ans seulement après sa construction, son démantèlement va s'imposer. »

à la pratique de la « cueillette », ces activités de ferrailage, de trocs et de réparation de véhicules endommagés communément associées à la catégorie des « gens du voyage ». L'insertion locale est alors d'autant plus facilitée que Bacalan, quartier portuaire et ouvrier, a toujours eu une réputation d'accueil pour les populations hispanophones.

Cependant, alertée par la tournure de bidonville que prend cette installation sauvage la municipalité procède en 1976 au relogement des habitants sur un terrain situé à proximité de l'ancien campement que l'on va baptiser de manière champêtre : « Hameau de Garonne ». Composé plus prosaïquement de 208 modules conçus pour une

durée de vie de 5 à 6 ans, le hameau abritera les familles durant 12 ans au cours desquels la mairie engage des types d'action dites de normalisation à défaut de relogement véritable : location symbolique des préfabriqués, accompagnement social de proximité (création d'une école), gardiennage du site.

Ce n'est qu'en 1988, après cette longue période qu'elle considère comme test, que la mairie parle de relogement pour les familles résidentes. Ce qui aboutit en 1989 à la création du village andalou, un ensemble de maisonnettes construites en dur entouré de terrains vagues. Or, celui-ci présente dès sa conception un certain nombre de contraintes sociales et matérielles que l'on retrouve dans les phénomènes

de ghettoïsation, considérés ici comme des processus de ségrégation d'une population ethnicisée. D'abord une localisation invisible dans l'espace urbain, en lieu et place d'une zone marécageuse aménagée à l'aide de pilotis enfoncés à 19 mètres de profondeur ; ensuite l'éloignement vis-à-vis de tout commerce (environ 2 km pour le plus proche) et, pour finir un habitat de médiocre qualité, maisons rafistolées à base de planches et de tôles ondulées, qui donne au village au mieux une allure de camp et au pire de bidonville. Sans compter la présence de caravanes, à proximité des maisons, occupées par des familles arrivées plus tardivement sur le site. Et ceci malgré un lourd investissement

1 | Le saturnisme est une intoxication par le plomb, dangereuse pour la santé. En cas de contamination, les institutions socio-sanitaires de l'État doivent être saisies.



© Sud Ouest.

financier de départ (25 millions de francs, soit environ 4 millions d'euros) et qui sera souvent présenté à l'actif des pouvoirs publics pour s'affranchir de tout reproche d'inaction.

Nous voulons « des maisons, pas un village »

En 2000, des études sont engagées par la ville sur les besoins de la population et sur la qualité de l'environnement. Ces dernières font apparaître des conditions sanitaires déplorables. Devant l'immobilisme des autorités face à cette situation (DDASS, mairie et préfecture), l'ONG Médecins du Monde révèle, après analyse, des cas de saturnisme chez les enfants : 6 sur 29 en sont atteints et 12 ont des taux anormaux de plomb dans le sang. Or cette maladie est considérée juridiquement parlant comme le corollaire de l'exclusion : le scandale éclate.

Soutenu fermement par un comité de soutien¹, la population du village entreprend alors de porter l'affaire sur la place publique et manifeste dans les rues du centre de Bordeaux. Les pouvoirs publics sont dans l'obligation de réagir vite : la préfecture enclenche une procédure de RHI (Résorption de l'Habitat Insalubre), le démantèlement est décidé.

Si le processus d'intégration du village andalou à la ville se conclut par un échec, l'action sociale d'accompagnement a toujours été présente. Jusqu'à constituer de manière ad hoc un service du centre communal d'action sociale dédié au village (le RIL : Relais Intégration et Logement) dont l'action et la coopération avec le collectif habitant furent permanentes. Comme le souligne l'étude sociologique de

Gaëlla Loiseau, le cas du village andalou comme politique sociale « a rendu compte autant de la question de l'exclusion que de la réparation »². Mais sans pour autant empêcher deux visions antagonistes de la situation de s'opposer à ce sujet : alors que les services parlaient de projet de vie et de contractualisation, misaient sur une autonomie et un décroisement de la population au sein du village (exemple du *busing* pour les écoliers)³, les habitants manifestaient avant tout leur désir de quitter le village andalou, mettant l'accent sur le logement et réclamant des maisons.

2 | G. Loiseau, *Chronique d'une ségrégation planifiée : le village andalou. Entre réparation et reconduction de l'exclusion : la politique sociale bordelaise à l'égard de ses Gitans*, janvier 2005. www.researchgate.net

3 | Aux États-Unis, le *busing* consiste à brasser les populations scolaires en transportant par autobus les écoliers noirs dans des quartiers blancs.

1 | Voir le témoignage de Stéphane Lhomme : *Le village andalou, ghetto gitan de Bordeaux (1989-2001)*.



© B. Ruiz, *Sud Ouest*.

S'en suivra un cheminement chaotique pour les habitants du village andalou en quête de nouveaux logements (de décembre 2000 à avril 2001). Dans un premier temps, les riverains du quartier Bacalan s'opposent à une réinstallation, craignant à juste titre de voir se recréer un village andalou bis (*Sud Ouest*)¹. De même, les communes d'Ambarès et de Gradignan désignées comme potentiels lieux de relogement, marquent leur refus d'accueillir les « Andalous » sur leur territoire. Il faudra attendre la fin de l'année 2001 pour voir les dernières familles déménager et occuper un nouveau logement.

Lutte contre l'exclusion et « alter-lieux »

Au-delà de l'événement, l'histoire brève du village andalou est particulièrement significative des difficultés rencontrées par les villes dans leur lutte contre l'exclusion des Gitans et dans la mise en place des outils adaptés à

leur intégration sociale. Ainsi en est-il du recours à la catégorisation qui tend à homogénéiser culturellement cette population, nomades ou sédentaires, en l'associant à la catégorie « gens du voyage ». De fait, en relativisant voire en niant la diversité des situations vécues, ce processus laisse libre cours aux fantasmes, stéréotypes et autres préjugés ancestraux qui perdurent au cours du temps à l'égard des Gitans². De même, la mise en œuvre des politiques sociales d'intégration montre la difficulté de situer la frontière entre assistance à population en danger et installation d'un processus visant à faire des Gitans des citoyens « normaux ». Pourtant, les temps ne sont plus à leur reconnaissance en tant que tels mais à la définition de leurs conditions d'accès à la citoyenneté, indépendamment de la mise en évidence

stigmatisante d'une culture ou d'un mode de vie différents. C'est la raison pour laquelle la question du logement des populations marginalisées et paupérisées est un enjeu primordial (cf. loi Égalité et citoyenneté de 2017). Au-delà-même du village andalou, c'est plus globalement la question des alter-lieux pour reprendre l'expression du géographe Michel Lussault qui est posée : des lieux bricolés, sans mémoire, à l'image notamment de ces bidonvilles que l'on continue à voir émerger sur l'agglomération bordelaise pour d'autres populations, Roms notamment, comme quai de Brazza sur la rive droite de la Garonne. —

2 | Comme on le constate de manière rétroactive à la lecture des reportages sur le Bordeaux des années 1930 dans le livre de Jean-François-Louis Merlet : « Bordeaux inconnu et caché », *Le Festin*, 2022, « Les Gitanes » p. 46.

1 | *Sud Ouest* du 20 novembre 2002.